

COLONIALISME

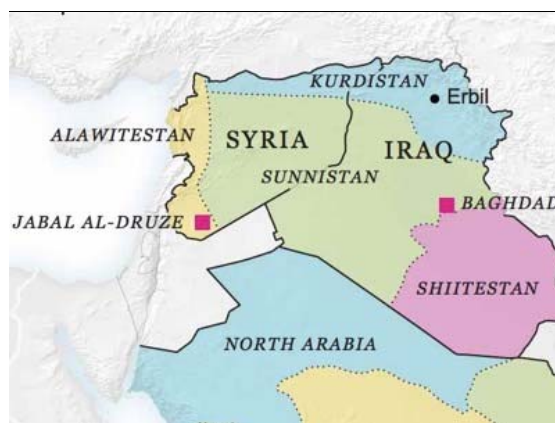
La France et Israël lancent une nouvelle guerre en Irak et en Syrie

par Thierry Meyssan

D'une main, le gouvernement français mobilise tous ses médias pour focaliser sa population sur les attentats du 13 novembre, puis sur la Cop21. De l'autre, il profite de l'inattention générale pour lancer avec Israël une nouvelle guerre en Irak et en Syrie. Son objectif n'est plus de renverser le régime laïque syrien, ni de détruire son armée, mais désormais de créer un État colonial à cheval sur l'Irak et la Syrie, géré par des Kurdes, afin de prendre en tenailles les États arabes. Le rêve d'une puissance israélienne du Nil à l'Euphrate est de retour.

RÉSEAU VOLTAIRE | SKOPJE (MACÉDOINE) | 23 NOVEMBRE 2015

ΕΛΛΗΝΙΚΑ DEUTSCH ENGLISH ESPAÑOL ITALIANO PORTUGUÊS РУССКИЙ



Sur cette carte, publiée par Robin Wright dans le New York Times en 2013, on distingue le Sunnistan que Daesh créera en juin 2014 et où il proclamera le Califat, et le Kurdistan que la France et Israël veulent créer en 2016. On notera que cette carte ne prévoit rien pour les chrétiens qui devraient être soit transférés en Europe, soit exterminés.

Au G20, Moscou et Washington imposent de couper le financement de Daesh

Le sommet du G20 à Antalya (Turquie) s'est certes préoccupé d'économie, mais surtout de la situation au Proche-Orient. De nombreuses négociations bilatérales ont eu lieu au cours du sommet et nous ignorons les détails de ce qui a été évoqué et conclu durant ces apartés.

Cependant, le président russe, Vladimir Poutine, a dénoncé sans les nommer les États participant à la conférence qui sponsorisent Daesh. Il a montré à ses collègues des photographies satellites des convois de camions-citernes traversant la Turquie pour vendre le pétrole volé par l'organisation terroriste en Irak et en Syrie [1]. Publiquement mis en cause pour ses violations des résolutions du Conseil de sécurité et son financement de Daesh, le président turc, Recep Tayyip Erdoğan, a accusé le coup. Selon l'opposition turque, Bilal Erdoğan (le fils du président) dirige personnellement ce trafic [2].

Les présidents Poutine et Obama se sont mis d'accord pour détruire les camions-citernes de la famille Erdoğan et mettre ainsi un terme au trafic pétrolier. Le jour même, l'US CentralCommand bombardait pour la première fois depuis un an et demi des camions-citernes en Irak, tandis que l'armée russe en détruisait plus de 500 en Syrie [3].

La Russie et les États-Unis ont contraint la France à se joindre à cette opération. Faisant mine de réagir aux attentats de Paris, le président Hollande annonça sans rougir qu'il donnait ordre à ses armées de bombarder des objectifs de Daesh en Syrie, tandis que le président Poutine donnait publiquement instruction aux armées russes de se coordonner avec la France et de la traiter « comme » un allié [4]. Le président français rencontrera prochainement ses homologues états-unien et russe.

Il semble que des dispositions effectives aient été prises pour isoler les 24 établissements bancaires que Daesh utilise depuis l'Irak pour transférer de l'argent ; des dispositions que le sous-secrétaire d'État US David S. Cohen tentait vainement d'imposer depuis des mois [5].

La France et les « faucons libéraux » organisent une nouvelle guerre

Prenant acte qu'il devrait retirer Daesh de Syrie, le groupe d'États, de multinationales et de personnalités US qui organise la guerre a alors décidé d'en lancer une troisième.

► Le « Printemps arabe » (février 2011 à janvier 2013) avait été lancé par le département d'État US. Il s'agissait de renverser les régimes laïques arabes, qu'ils soient alliés ou résistant aux États-Unis, et de les remplacer par des dictatures des Frères musulmans. Après avoir renversé les présidents tunisien et égyptien lors des « révolutions » du Jamin et du Lotus, la guerre fut déclarée à la Libye et à la Syrie (comme prévu par le Traité de Lancaster House de novembre 2010), mais les puissances coloniales ne parvinrent pas à attaquer l'Algérie (prise d'otages d'In Amenas).

► La seconde guerre de Syrie (juillet 2012 à octobre 2015) avait été lancée par la France, les « faucons libéraux » US (Hillary Clinton, Jeffrey Feltman, David Petraeus, etc.) et Israël, financée par un groupe d'États (Turquie, Qatar, Arabie saoudite, etc.) et de multinationales (Exxon-Mobil, KKR, Academi, etc.). Il ne s'agissait plus tant de changer le régime, que de « faire saigner » le pays et de détruire son armée (plus de 100 000 soldats syriens sont déjà morts en luttant contre le terrorisme). Elle a pris fin avec l'intervention militaire de la Russie.

► La troisième guerre de Syrie (depuis le 20 novembre 2015) est initiée par certains membres du même groupe, cette fois en vue de créer un nouvel État au Nord de la Syrie et de l'Irak, de manière à prendre en tenaille les peuples arabes résistant à l'expansionnisme israélien [6].

Les organisateurs de la guerre ayant pris conscience qu'il ne leur sera plus possible de continuer d'agir contre la Syrie sont convenus de reprendre et de continuer le programme qui a déjà conduit à la création du Soudan du Sud, en 2012. Ce projet correspond au plan d'Alain Juppé (mars 2011) et à celui publié par Robin Wright (septembre 2013) qui prévoyaient qu'après avoir utilisé Daesh pour créer un Sunnistan, il conviendrait de créer un Kurdistan [7].

Il ne s'agit plus ni d'une guerre prétendument idéologique (Printemps arabe), ni prétendument religieuse (Seconde Guerre de Syrie), mais

prétendument ethnique.



En 1956, le likoudnik David Ben Gourion et le socialiste Guy Mollet se rencontraient secrètement à Sèvres pour conclure une alliance et s'emparer du Canal de Suez. Aujourd'hui leurs successeurs, le likoudnik Benjamin Netanyahu et le socialiste François Hollande, ont conclu un pacte pour s'emparer du Nord de l'Irak et de la Syrie. Jadis, les puissances coloniales pratiquaient la « politique de la canonnière », aujourd'hui, elles préfèrent utiliser le terrorisme.

Les opérations secrètes sur le terrain

Pour ce faire, ils sont parvenus à retourner le parti kurde syrien marxiste-léniniste YPG (désormais dénommé « Forces démocratiques de Syrie ») et à l'allier au clan Barzani d'Irak. Certes, les deux groupes sont kurdes, mais ne parlent pas la même langue, ils se sont entretués durant toute la Guerre froide, et se réclament d'idéologies diamétralement opposées [8].

Rappelons au passage que, désormais, le Gouvernement régional kurde d'Irak est une dictature. Son président Massoud Barzani, un agent du Mossad installé par le Royaume-Uni et les États-Unis, s'accroche au pouvoir depuis la fin de son mandat, en juin 2013 [9].

Ils ont poussé les « Forces démocratiques » (sic) à kurdiser de force les populations non-Kurdes du Nord de la Syrie (octobre 2015), provoquant le soulèvement des arabes et des chrétiens assyriens et la colère de Damas, mais aucune réaction internationale [10]. Il n'y en avait d'ailleurs pas eu lors de l'annexion des champs pétroliers de Kirkouk par le Gouvernement régional kurde d'Irak (été 2014), l'opinion publique internationale n'ayant

d'yeux que pour le nettoyage ethnique pratiqué par Daesh. À l'époque, non seulement les grandes puissances n'avaient pas condamné la guerre de conquête du Gouvernement régional kurde d'Irak, mais avaient proposé de lui fournir directement des armes, sans passer par le Gouvernement central de Bagdad, prétendument pour lutter contre Daesh.

Les parties au conflit n'annonceront pas faire la guerre pour créer un État colonial israélien et prendre les États arabes résistants en tenaille, mais dès que cela sera nécessaire déclareront lutter pour un Kurdistan indépendant ; une position grotesque puisque le territoire concerné n'a jamais appartenu au Kurdistan historique et que les Kurdes y sont largement minoritaires (moins de 30 % de la population).

Le 5 novembre, la France annonçait l'envoi du porte-avions Charles-De-Gaulle sur zone, prétendument pour lutter contre Daesh, en réalité pour se positionner en vue de la 3ème guerre de Syrie [11]. Le bâtiment a quitté Toulon, son port d'attache, le 18 novembre.

Du 13 au 15 novembre, le Gouvernement régional du Kurdistan d'Irak, appuyé par les « Forces démocratiques de Syrie » ont repoussé Daesh du Mont Sinjar (Irak). En réalité, les soldats de Daesh s'étaient retirés ne laissant que 300 hommes face à une coalition de plusieurs dizaines de milliers de soldats. La zone libérée n'a pas été restituée au Gouvernement irakien, mais annexée par le Gouvernement régional kurde d'Irak.

Bien qu'elle fasse mine de ne pas soutenir cette opération et de la condamner, la Turquie l'a approuvée lors du Traité secret Juppé-Davoutoglu de 2011. Si le pseudo-Kurdistan était créé, elle ne manquerait pas d'y repousser les militants du PKK.

La résolution 2249 autorise de facto la nouvelle guerre

Le 20 novembre, la Russie tentait de faire passer une nouvelle fois la proposition de résolution qu'elle avait rédigée pour la séance du 30 septembre et qu'elle avait été contrainte de retirer [12]. Tout au plus modifiait-elle son texte en incluant des références aux attentats de Souse, du Sinaï, d'Ankara, de Beyrouth et de Paris, ainsi qu'en mentionnant l'article 51 de la Charte (droit à la légitime défense). Une seconde fois, elle devait

renoncer à son texte et laisser passer une proposition française légalisant toute intervention militaire contre Daesh en Syrie et en Irak, ce que le Conseil approuvait à l'unanimité (résolution 2249) [13]. Bien qu'elle puisse être interprétée de plusieurs manières, la résolution piétine *de facto* la souveraineté nationale de l'Irak et de la Syrie. Elle autorise les grandes puissances à s'y ingérer pourvu qu'elles prétendent lutter contre Daesh [14]. Il s'agit évidemment de libérer le Nord de la Syrie de Daesh, non pas pour le restituer à la Syrie, mais pour y proclamer un État indépendant sous autorité kurde.

La Russie ne s'est pas opposée à cette résolution et l'a votée. Il semble qu'elle souhaite pour le moment profiter du plan franco-israélien pour repousser Daesh hors de Syrie sans pour autant accepter le principe d'un pseudo-Kurdistan. La création d'un tel État n'a aucune légitimité en droit international (les Kurdes de Syrie ne sont pas opprimés, mais jouissent des mêmes droits que les autres citoyens). Elle rouvre la question des droits des minorités déjà posée par la création du Kosovo par l'Otan. Elle autorise *de facto* tout groupe ethnique, quelle que soit sa situation politique, à revendiquer un État indépendant, ce qui implique par voie de conséquence la possible dissolution de la plupart des États au monde —y compris la France— et le triomphe de la « globalisation ».

À retenir :

- ▶ Le Kremlin et la Maison-Blanche se sont entendus pour couper les financements de Daesh. Ils ont bombardé en Irak et en Syrie les camions-citernes de la société de Bilal Erdoğan et isolé les banques de Daesh.
- ▶ Après l'annexion des champs pétroliers de Kirkouk en juin 2014, Israël et la France sont parvenus à poursuivre l'extension du territoire du Gouvernement régional kurde d'Irak (annexion des Monts Sinjar) et à lancer la conquête du territoire non-Kurde du Nord de la Syrie par le YPG désormais dénommé « Forces démocratiques de Syrie ». Ils entendent à terme faire fusionner les deux entités et proclamer l'indépendance d'un État prétendument kurde.
- ▶ La création d'un pseudo-Kurdistan dans des territoires non-Kurdes n'a aucune légalité en droit international. Elle vise uniquement, avec celle du Sud Soudan, à prendre en tenaille les principaux États arabes (Égypte, Syrie et Irak) pour réaliser le rêve d'une puissance israélienne du Nil à l'Euphrate.

Thierry Meyssan

[1] "President Putin Responses to journalists' questions following the G20 summit", Kremlin, November 16, 2015.

[2] « Le rôle de la famille Erdoğan au sein de Daesh », *Réseau Voltaire*, 26 juillet 2015.

[3] « L'armée américaine a détruit 116 camions-citernes de l'EI », Robert Burns, *Associated Press*, 16 novembre 2015.

[4] « Syrie : Poutine ordonne d'établir un contact direct avec la France et de la traiter comme un allié », *Russia Today*, 17 novembre 2015.

[5] "Why Is Money Still Flowing to ISIS ?", The Editorial Board, *The New York Times Sunday Review*, October 10, 2015.

[6] « Comment Israël veut relancer la guerre au Levant », par Thierry Meyssan, *Réseau Voltaire*, 11 mai 2015.

[7] "Imagining a Remapped Middle East", Robin Wright, *The New York Times Sunday Review*, September 29, 2013.

[8] « Le Kurdistan et le Califat », « Le "Kurdistan", version israélienne », par Thierry Meyssan, *Al-Watan (Syrie)*, *Réseau Voltaire*, 7 et 13 juillet 2014.

[9] « Les Kurdes d'Irak s'opposent à la reconduction de leur président », *Réseau Voltaire*, 20 août 2015.

[10] « Les États-Unis et Israël débutent la colonisation du Nord de la Syrie », *Réseau Voltaire*, 1er novembre 2015.

[11] « Le porte-avions « Charles-De-Gaulle » déployé contre le groupe État islamique », *Le Monde avec AFP*, 5 novembre 2015.

[12] "Russian draft resolution on Counterterrorism", *Voltaire Network*, 1 October 2015.

[13] "Resolution 2249 on combating ISIS", *Voltaire Network*, 20 November 2015.

[14] « Le Conseil de sécurité adopte une résolution appelant à la lutte contre Daech », *Centre de Nouvelles de l'Onu*, 20 novembre 2015.

Source : « La France et Israël lancent une nouvelle guerre en Irak et en Syrie », par Thierry Meyssan, *Réseau Voltaire*, 23 novembre 2015, www.voltairenet.org/article189360.html